

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

COMITE DU SIEGE

Soixante et onzième Session

Paris, 13-14 avril 1976

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL
SUR LA PROTECTION INTERIEURE ET EXTERIEURE DU SIEGE

I. Introduction

1. Le présent rapport a pour but d'informer le Comité du Siège des dispositions prises par le Directeur général pour assurer la protection extérieure et la sécurité intérieure du Siège, pour assurer la mise en oeuvre de la résolution adoptée par le Comité du Siège à sa 70e session et pour faire face aux incidents survenus depuis cette date et en éviter le renouvellement.
2. Les informations contenues dans le présent document seront mises à jour dans le rapport oral que le Directeur général présentera au Comité du Siège au début de la session.

II. Mesures prises par le Directeur général jusqu'aux attentats du 8 janvier 1976 pour faire assurer la protection extérieure du Siège

3. Comme l'a rappelé le Directeur général au cours de la 69e session du Comité du Siège, l'article 7 de l'accord de Siège conclu le 2 juillet 1954 entre l'Unesco et le Gouvernement de la République française, et signé à Paris le 2 juillet 1954, prévoit que "le Gouvernement de la République française assure la protection du Siège et le maintien de l'ordre dans son voisinage immédiat".
4. Il stipule également que "les autorités françaises prêteront le concours des forces de police nécessaires pour assurer, à la requête du Directeur général, et conformément à ses directives, le maintien de l'ordre à l'intérieur du Siège".
5. Alors que cette protection et ce concours ont été accordés par l'Etat hôte à l'Unesco dans des conditions très satisfaisantes, au cours des dix-septième et dix-huitième sessions de la Conférence générale, qui n'ont été marquées par aucun incident notable, le Siège a été, au cours des deux dernières années, le théâtre de plusieurs manifestations auxquelles le Secrétariat a pu mettre un terme par ses propres moyens.
6. Il n'en a pas été de même le 9 avril 1975, où un groupe d'une soixantaine de manifestants, accompagné de photographes et de journalistes, a pénétré par surprise dans les jardins du bâtiment V, et en a forcé l'entrée en bousculant les gardiens. Les manifestants se sont répandus dans les couloirs du huitième étage, ont brisé une vitre dans le bureau d'une délégation. Ils ont également pénétré dans les locaux d'une autre délégation où certains se sont enchaînés. Les gardiens se sont emparés de l'un des perturbateurs qui a été remis aux mains de la police.

7. Par deux lettres, en date du 12 et du 26 avril 1975, le Directeur général a attiré l'attention du ministre des affaires étrangères sur ce grave incident, en insistant fermement pour que le gouvernement français fasse appliquer les dispositions de l'Accord de Siège, Article 7.1, afin d'éviter que des actes de violence pouvant mettre en danger les personnes et les biens de l'Organisation puissent se reproduire.
8. Le Directeur général a également fait état de l'inquiétude ressentie par les délégations permanentes accréditées auprès de l'Organisation en constatant que leur protection n'était pas assurée.
9. L'incident du 9 avril a été évoqué au cours de la 69e session du Comité du Siège, le 21 avril 1975, au cours de laquelle le représentant de la France, après avoir exprimé les regrets de son gouvernement, a donné au Comité l'assurance que des mesures étaient à l'étude pour mieux assurer la protection extérieure du Siège¹.
10. Au cours de sa 70e session, le 18 novembre 1975, le Directeur général a informé le Comité qu'il s'était fait représenter à une réunion organisée le 16 mai par le Cabinet du ministre des affaires étrangères, au cours de laquelle des indications précises avaient été données aux représentants de la Préfecture de police sur les critères auxquels devrait répondre la protection extérieure du Siège pour réduire les risques que l'absence de service d'ordre faisait courir aux 68 délégations permanentes.
 - 10.1 La surveillance des abords et des alentours devrait être particulièrement active et attentive, et le personnel chargé de cette surveillance devrait disposer de moyens de transmission permettant d'obtenir rapidement des renforts ;
 - 10.2 Ce personnel devrait être suffisamment visible et nombreux pour dissuader les manifestants et les décourager par leur présence, et recevoir très rapidement des renforts en cas d'alerte ou d'incident ;
 - 10.3 La surveillance devrait être ininterrompue, de jour et de nuit.
11. Le Directeur général a également informé le Comité qu'il avait de nouveau évoqué cette question le 28 août et le 17 septembre, dans deux lettres au Délégué permanent de la France, où il a souligné une nouvelle fois l'importance que revêtait la protection du Siège dans le climat de violence actuel.
12. Les membres du Comité ont, en plein accord avec le Directeur général, réaffirmé leur inquiétude et adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle ils ont demandé instamment au gouvernement français de bien vouloir faire assurer dès que possible, et de manière permanente, la protection du Secrétariat, des délégations permanentes et des installations du Siège.
13. Comme l'en priait le Comité, le Directeur général a transmis le texte de cette résolution au ministre des affaires étrangères et, à la suite d'une visite du Délégué permanent de la France, accompagné du Sous-Directeur général pour l'administration, le Directeur du Cabinet du Préfet de police a, le 4 décembre, donné des instructions pour que deux agents de police assurent désormais la protection rapprochée de l'immeuble Miollis pendant les heures de travail des jours ouvrables.
14. Quelques jours plus tard, un groupe d'une dizaine de jeunes gens a brisé le mât du drapeau des Nations Unies arboré à l'entrée de la place de Fontenoy qu'il a tenté d'incendier. Il en a été empêché par les gardiens, et s'est enfui après avoir maculé le mur de façade.

1. 69 HQ/Rapport, par. 10.

III. Les incidents du 8 janvier 1976

15. Les mesures évoquées au paragraphe 13 du présent rapport, qui laissaient malheureusement les bâtiments vulnérables après la fermeture des bureaux, n'ont pas permis d'éviter les incidents graves qui se sont déroulés dans la nuit du 8 au 9 janvier dernier, et dont le Directeur général a retracé les circonstances dans la lettre qu'il a adressée aux délégués permanents le 23 janvier. Ces incidents constituent des tentatives d'incendies caractérisées qui, sans le sang-froid et la diligence du Service de garde de l'Unesco et du personnel de service des ateliers et l'intervention rapide des pompiers, auraient pu prendre une ampleur dramatique.
16. Le Directeur général a immédiatement adressé une lettre au ministre des affaires étrangères, en attirant son attention sur la gravité de ces attentats et, après avoir souligné que la sécurité des délégations permanente n'était pas assurée comme il le fallait, il a demandé solennellement que toutes les mesures appropriées soient prises pour assurer la sécurité des bâtiments de l'Unesco et des missions diplomatiques qui y ont leur Siège. Par une lettre, en date du 9 février 1976, le ministre des affaires étrangères a informé le Directeur général qu'il transmettait cette correspondance au ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, "en insistant vivement auprès de lui sur l'intérêt qui s'attache à ce que des améliorations sensibles soient apportées à la protection du Siège".
17. Une copie de la lettre du Directeur général avait été envoyée au Président du Comité du Siège et aux membres du Bureau, qui s'est réuni le 14 janvier pour examiner les dégâts, obtenir des renseignements sur le déroulement des incidents, et sur les dispositions prises par le Directeur général pour renforcer la sécurité du Siège. Dans le compte rendu de cette réunion/¹, distribué aux délégations permanentes le 2 février, sous couvert d'une lettre du Président du Comité, le Bureau a exprimé sa satisfaction pour la rapidité et l'efficacité avec lesquelles le personnel de service avait fait face à cette situation critique, il a constaté que la protection extérieure était insuffisamment assurée, et il a décidé de donner son appui à l'appel lancé par le Directeur général au gouvernement français pour lui demander de garantir par des mesures appropriées la sécurité extérieure du Siège, et en particulier celle des délégations permanentes, conformément aux dispositions de l'Accord de Siège.
18. Après avoir noté que le bâtiment V était désormais surveillé pendant la nuit par deux gardiens de la paix, le Comité a exprimé le souhait que le Directeur général informe le Comité et les délégations permanentes des dispositions actuellement en vigueur au Siège de l'Organisation dans le domaine de la protection et de la lutte contre l'incendie, et de celles qu'il est prévu de prendre en cas d'alerte à la bombe. On trouvera ci-après des précisions sur les consignes applicables dans ce domaine, ainsi que des indications sur les mesures supplémentaires prescrites par le Directeur général pour renforcer la protection intérieure du Siège.

IV. Mesures applicables en cas d'incendie et d'attentats à la bombe

19. Au cours de l'élaboration des plans des bâtiments du Siège, les architectes ont respecté très strictement les règlements en vigueur et les normes techniques prescrites pour réduire les possibilités d'incendie : utilisation de matériaux non combustibles, ou difficilement inflammables, installation d'un réseau d'éclairage de secours alimenté par des groupes électrogènes indépendants et d'appareils de détection, aménagement d'escaliers de secours et d'accès spéciaux pour les voitures de pompiers. Ces dispositions ont été incluses dans le dossier de demande de permis de construire, et tous les schémas d'installation ont été soumis à l'approbation des services compétents. Ces mesures sont particulièrement sévères lorsqu'il s'agit d'immeubles de grande hauteur, et les précautions prises dans le bâtiment VI ont été longuement exposées au Comité du Siège à sa 69e session (69 HQ/Rapport, par. 7)

1. Unesco 71 HQ/BUR/Rapport

20. D'autres mesures sont appliquées pour éviter que les incendies se propagent : installation de circuits d'alarme sonore permettant d'alerter les occupants, compartimentage des locaux par des portes coupe-feu, aménagement de postes d'incendie équipés de lances ou d'extincteurs, etc.

21. En outre, des dispositions ont été élaborées, avec l'aide du Secrétariat des Nations Unies et des services français compétents pour organiser la prévention des incendies et la lutte contre les sinistres. Ces dispositions comportent notamment :

- l'établissement et la diffusion de consignes générales affichées dans tous les bureaux, et rappelant la conduite à tenir en cas de sinistre (Annexe 1) ;
- la désignation dans chaque bâtiment de responsables de l'évacuation, dont les consignes sont annexées au présent rapport (Annexe 2) ;
- la constitution d'équipes d'intervention, composées de volontaires qui reçoivent une formation appropriée et des notions de secourisme, et qui peuvent être rapidement alertées en cas de sinistre. Les consignes de ces équipes sont annexées au présent rapport (Annexe 3) ;
- ces équipes sont également chargées d'intervenir aux côtés du Service de garde en cas d'alerte à la bombe ou de découverte d'un objet suspect à l'intérieur des locaux du Siège. Les consignes applicables dans ces circonstances sont annexées au présent rapport (Annexe 4).

V. Mesures destinées à renforcer la sécurité intérieure du Siège

22. L'ensemble de ces dispositions, ainsi que les responsabilités assumées par le Service de garde, ont fait l'objet d'une étude approfondie entreprise en novembre 1975 par un ancien haut fonctionnaire des Nations Unies. Cet expert a formulé des recommandations très pertinentes dont le Directeur général a tenu compte en prescrivant, à la suite des attentats du 8 janvier, de nouvelles mesures destinées à renforcer la sécurité intérieure du Siège.

23. Ces mesures, actuellement en cours de réalisation ou d'étude, comportent notamment :

- 23.1 Le renforcement du contrôle des entrées et des vérifications d'identité des visiteurs et des participants aux conférences et réunions ;
- 23.2 La surélévation des clôtures du Siège, et l'installation de protections métalliques sur certaines façades ;
- 23.3 La fermeture des portes des garages souterrains pendant la nuit et l'installation de barrières pouvant interdire l'accès des voitures à l'entrée principale après la fermeture des bureaux ;
- 23.4 L'installation de systèmes d'alarmes en divers points vitaux dont la protection a été renforcée ;
- 23.5 L'installation de lignes directes entre le Siège et les commissariats des VIIe et XVe arrondissements ;
- 23.6 La création de postes d'inspecteurs investigateurs chargés des mêmes fonctions que leurs homologues de Genève ;
- 23.7 L'utilisation de caméras, de télévisions et de détecteurs spéciaux pour surveiller les abords des bâtiments et les entrées pendant la nuit ;

- 23.8 Le renforcement du contrôle des entrées des parcs de stationnement au moyen de barrières électroniques dont l'ouverture est commandée par des cartes spéciales ;
 - 23.9 L'accroissement de la fréquence des exercices d'alerte et l'évacuation des locaux (4 exercices ont eu lieu au début du mois de février).
24. Enfin, le Directeur général prendra des dispositions particulières pour renforcer la sécurité du Siège au cours de la 99e session du Conseil exécutif et il a déjà demandé au gouvernement français, conformément aux dispositions de l'article 7.2 de l'Accord du Siège, le concours des forces de police nécessaires pour assurer, conformément à ses directives, le maintien de l'ordre à l'intérieur du Siège. Des dispositions identiques ont déjà été prises au cours des deux dernières sessions de la Conférence générale, et les actes de violence dont une réunion internationale a été récemment le théâtre sont de nature à justifier ces précautions.
25. Il est évident que les mesures de protection énumérées aux paragraphes 23 et 24 vont être coûteuses, et les dispositions qui devront être prises pour assurer le financement de ces dépenses prioritaires sont actuellement à l'étude.

ANNEXE 1

U N E S C O

ORGANISATION DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE

CONSIGNES GENERALES

I. - PREVENTION DES INCENDIES

1. Ne jamais allumer un feu dans les bureaux, ne pas jeter de cigarettes à demi éteintes dans les corbeilles à papier.
2. Ne pas laisser le lieu de travail en désordre.
3. Ne jamais utiliser d'appareillage électrique en mauvais état.
4. Débrancher les appareils électriques après utilisation.
5. Couper le courant électrique dès qu'il n'est plus utile.
6. Repérer les appareils d'extinction et ne pas encombrer les abords des postes d'incendie.
7. S'informer à l'avance de leur mode d'emploi.
8. Ne pas encombrer les issues de secours et les itinéraires d'évacuation.
9. Signaler éventuellement aux responsables de l'évacuation de chaque zone les améliorations qui pourraient être apportées à la prévention contre l'incendie.

II - CONDUITE A TENIR EN CAS DE SINISTRE LOCALISE

1. Signaler immédiatement les fumées et odeurs suspectes au responsable de l'évacuation de la zone, ou, en son absence, au standard téléphonique en composant le numéro 22-22 sur le cadran. Préciser le bâtiment et l'étage.
Ne jamais tenter de lutter seul contre un début d'incendie.
2. En cas d'incendie caractérisé :
 - (a) Alerter le poste central de garde en utilisant l'avertisseur d'incendie le plus proche du foyer ;
 - (b) Alerter le standard téléphonique en composant le numéro 22-22 sur le cadran ;
 - (c) Attaquer le foyer à l'aide d'un extincteur en se conformant à la notice d'emploi placée sur l'appareil.
 - (d) Ecarter du foyer tous les objets inflammables ;
 - (e) Se tenir à proximité du foyer et guider l'équipe d'intervention (gardiens, plombiers, électriciens) vers le lieu du sinistre.

III - CONDUITE A TENIR EN CAS D'EXTENSION DU SINISTRE

1. L'alerte est donnée par un coup de klaxon d'une durée approximative de 15 secondes/1.

1. L'ordre d'alerte est donné :

pendant les jours ouvrables, par le chef de la Division de gestion des bâtiments ou, en son absence, par le chef du Service de garde ;
les samedis, dimanches et jours fériés par le chef de l'équipe des gardiens de service.

A ce signal qui constitue un avertissement préparatoire :

- (a) Rester dans les bureaux et dégager les couloirs ;
- (b) Fermer les fenêtres, portes et impostes pour éviter les appels d'air ;
- (c) Se préparer à évacuer et regrouper le minimum de dossiers indispensables ;
- (d) Attendre le signal d'évacuation ou le signal de fin d'alerte.

2. L'ordre d'évacuation est donné par une série de coups de klaxon prolongés. A ce signal qui constitue un ordre d'exécution impératif :

- (a) Evacuer les bureaux et gagner sans précipitation l'escalier le plus proche en suivant les indications des responsables de l'évacuation ;
- (b) N'utiliser en aucun cas les ascenseurs et les monte-charge qui risquent d'être bloqués par interruption du courant et qui sont obligatoirement immobilisés au rez-de-chaussée ;
- (c) S'éloigner des abords immédiats du bâtiment afin de ne pas gêner l'arrivée et l'intervention des secours extérieurs et attendre les instructions.

3. Fin d'alerte. Si l'ordre d'évacuation n'est pas donné, la fin d'alerte est indiquée par une série de coups de klaxon très brefs, à l'issue desquels le Secrétariat reprend son activité normale.

IV - LE BUREAU DES SERVICES GENERAUX EST SEUL RESPONSABLE DE L'APPEL AUX POMPIERS DE LA VILLE DE PARIS.

V - RELIRE PERIODIQUEMENT LES PRESENTES CONSIGNES.

UNESCO

Organisation de la prévention et de la lutte contre l'incendie

CONSIGNES GENERALES

I. Prévention des incendies

1. Ne jamais allumer un feu dans les bureaux, ne pas jeter de cigarettes à demi éteintes dans les corbeilles à papier.
2. Ne pas laisser le lieu de travail en désordre.
3. Ne jamais utiliser d'appareillage électrique en mauvais état.
4. Débrancher les appareils électriques après utilisation.
5. Couper le courant électrique dès qu'il n'est plus utile.
6. Repérer les appareils d'extinction et ne pas encombrer les abords des postes d'incendie.
7. S'informer à l'avance de leur mode d'emploi.
8. Ne pas encombrer les issues de secours et les itinéraires d'évacuation.
9. Signaler éventuellement aux responsables de l'évacuation de chaque zone les améliorations qui pourraient être apportées à la prévention contre l'incendie.

II. Conduite à tenir en cas de sinistre localisé

1. Signaler immédiatement les fumées et odeurs suspectes au responsable de l'évacuation de la zone, ou, en son absence, au standard téléphonique en composant le numéro 22-22 sur le cadran. Préciser le bâtiment et l'étage.
Ne jamais tenter de lutter seul contre un début d'incendie.
2. En cas d'incendie caractérisé :
 - a) Alerter le poste central de garde en utilisant l'avertisseur d'incendie le plus proche du foyer ;
 - b) Alerter le standard téléphonique en composant le numéro 22-22 sur le cadran ;
 - c) Attaquer le foyer à l'aide d'un extincteur en se conformant à la notice d'emploi placée sur l'appareil ;
 - d) Ecarter du foyer tous les objets inflammables ;
 - e) Se tenir à proximité du foyer et guider l'équipe d'intervention (gardiens, plombiers, électriciens) vers le lieu du sinistre.

III. Conduite à tenir en cas d'extension du sinistre

1. L'alerte est donnée par un coup de klaxon d'une durée approximative de 15 secondes¹.
A ce signal qui constitue un avertissement préparatoire :
 - a) Rester dans les bureaux et dégager les couloirs ;
 - b) Fermer les fenêtres, portes et impostes pour éviter les appels d'air ;
 - c) Se préparer à évacuer et regrouper le minimum de dossiers indispensables ;
 - d) Attendre le signal d'évacuation ou le signal de fin d'alerte.
2. L'ordre d'évacuation est donné par une série de coups de klaxon prolongés.
A ce signal qui constitue un ordre d'exécution impératif :
 - a) Evacuer les bureaux et gagner sans précipitation l'escalier le plus proche en suivant les indications des responsables de l'évacuation ;
 - b) N'utiliser en aucun cas les ascenseurs et les monte-charge qui risquent d'être bloqués par interruption du courant et qui sont obligatoirement immobilisés au rez-de-chaussée ;
 - c) S'éloigner des abords immédiats du bâtiment afin de ne pas gêner l'arrivée et l'intervention des secours extérieurs et attendre les instructions.
3. Fin d'alerte. Si l'ordre d'évacuation n'est pas donné, la fin d'alerte est indiquée par une série de coups de klaxon très brefs, à l'issue desquels le Secrétariat reprend son activité normale.

IV. Le Bureau des services généraux est seul responsable de l'appel aux pompiers de la Ville de Paris

V. Relire périodiquement les présentes consignes.

1. L'ordre d'alerte est donné :
pendant les jours ouvrables, par le chef de la Division de gestion des bâtiments ou, en son absence, par le chef du Service de garde ; les samedis, dimanches et jours fériés par le chef de l'équipe des gardiens de service.

Fire Precautions

GENERAL INSTRUCTIONS

I. Prevention

1. Do not light fires in offices or throw half-extinguished cigarettes into waste-paper baskets.
2. See that offices are not left in an untidy state.
3. Do not use defective electrical equipment.
4. Disconnect electrical apparatus after use.
5. Switch off electric current after use.
6. Know where fire extinguishers are located and leave access to fire points clear.
7. Familiarize yourself with operating instructions now.
8. Do not block emergency exits or evacuation routes.
9. Inform your section Fire Officer of any additional fire precautions that you think should be introduced.

II. Action in case of localized fires

1. Report at once any unusual smoke or smell of burning to your section Fire Officer or in his absence to the switchboard by dialling 22-22. State building and floor. Never attempt to tackle a suspected outbreak of fire alone.
2. When there is a definite outbreak of fire :
 - (a) alert the central guard post by using the Fire Point nearest the outbreak ;
 - (b) alert the switchboard by dialling 22-22 ;
 - (c) tackle the fire with an extinguisher according to the instructions printed on it ;
 - (d) remove all inflammable objects in the vicinity of the outbreak ;
 - (e) remain near the outbreak and direct the fire squad (guards, plumbers, electricians) to the exact spot.

III. Action in the event of the fire spreading

1. The fire alarm is a single hooter blast of approximately 15 seconds' duration¹.
This is a first warning and staff should thereupon :
 - (a) remain in their offices, leaving the corridors clear ;
 - (b) shut windows, doors and fanlights to reduce draughts ;
 - (c) prepare for evacuation and collect essential papers which should be kept to a minimum ;
 - (d) await the evacuation signal or the All Clear.
2. The evacuation signal is a series of prolonged hooter blasts and must be obeyed at once. On hearing it staff should :
 - (a) evacuate their offices and proceed, without rushing, to the nearest staircase as directed by the Fire Officers ;
 - (b) on no account attempt to use lifts and hoists which may be immobilized owing to the current being turned off and must be halted on the ground floor ;
 - (c) move and keep away from the area immediately adjacent to the building so as not to impede the arrival and operations of outside help, and await instructions.
3. The All Clear. If the evacuation signal is not sounded, the All Clear will be given by a series of very short blasts on the hooter, whereupon normal work will be resumed.

IV. The Bureau of General Services has the sole responsibility for calling in the Paris Fire Brigade.

V. These instructions should be re-read from time to time.

1. The fire alarm is sounded :
on working days by the Chief of the Building Management Division or in his absence by the Chief of the Guard Service ; on Saturdays, Sundays and holidays by the senior guard on duty.

ANNEXE 2

U N E S C O

ORGANISATION DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE

CONSIGNES AUX RESPONSABLES DE L'EVACUATION

Dès que le sinistre est signalé :

1. Alerter le standard téléphonique (poste 22-22) et le poste central de garde, et guider les équipes d'intervention vers le foyer d'incendie si ce dernier se trouve dans la zone contrôlée par le responsable.
2. Si l'incendie se déclare dans une autre partie des bâtiments, alerter les occupants de la zone, les inviter à rester dans leurs bureaux, à se préparer au départ et à attendre le signal d'évacuation.
3. Si l'évacuation est ordonnée, diriger toutes les personnes de la zone vers les escaliers désignés en fonction de l'emplacement du foyer.
4. Préciser le lieu de regroupement fixé à l'extérieur du bâtiment.
5. S'assurer que tous les locaux (y compris les locaux techniques et les toilettes) sont entièrement évacués.
6. S'assurer que toutes les portes et fenêtres sont fermées.
7. Rejoindre les évacués et procéder à un appel.
8. A la fin de l'alerte, organiser le retour sur les lieux de travail.

ANNEXE 3

U N E S C O

ORGANISATION DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE

CONSIGNES PARTICULIERES DES EQUIPES D'INTERVENTION

Dès qu'un feu ou un dégagement de fumée a été signalé :

1. Se rendre immédiatement sur le lieu du sinistre.
2. S'assurer que le chef de la Division de gestion des bâtiments (poste 30-51) et le chef du Service de garde/¹ sont alertés.
3. Attaquer le feu avec les moyens d'extinction disponibles.
4. Si nécessaire, donner les premiers secours aux personnes en danger (soins, réanimation, etc.) et alerter le Service médical.
5. Rendre compte au chef de la Division de gestion des bâtiments dès son arrivée sur les lieux.
6. Si l'alarme générale est déclenchée par l'intermédiaire du poste central de garde/¹, s'opposer à l'extension du sinistre en utilisant tous les moyens disponibles en attendant l'arrivée des pompiers.

1. A Fontenoy : Poste 20-41/42
A Miollis : Poste 48-55

ANNEXE 4

U N E S C O

SECURITE DU SIEGE

MESURES D'URGENCE A PRENDRE

EN CAS D'ALERTE A LA BOMBE OU DE DECOUVERTE D'UN OBJET SUSPECT

1. L'objet de la présente instruction est de décrire à l'intention des équipes d'intervention déjà constituées pour participer à la lutte contre l'incendie, et du Service de garde, les mesures à prendre en cas d'alerte à la bombe ou de découverte d'un objet suspect à l'intérieur des locaux du Siège.
2. Les consignes à appliquer dans chaque cas sont différentes selon que l'incident survient en période de travail normal, ou en dehors des heures ouvrables.

I - ALERTE A LA BOMBE

3. Une alerte à la bombe parviendra normalement au Siège soit par voie téléphonique, par le canal du standard ou du Service du courrier de l'Unesco, soit par une information en provenance de l'extérieur (police, journaux, stations radio, ambassades, etc.).
4. Les renseignements reçus doivent être immédiatement transmis au poste central de garde dont le responsable, présent au moment où l'alerte est donnée, doit informer sans délai ses supérieurs hiérarchiques.

Deux hypothèses sont envisagées :

Alerte pendant les heures normales de travail

5. En cas d'alerte à la bombe pendant les heures de travail normal, le responsable prévient de toute urgence le chef du Service de garde, et le chef de la Division de gestion des bâtiments.
6. Simultanément, l'alerte est donnée aux équipes d'intervention n°1, n° 2, n° 3 et n° 4.
7. Les équipes d'intervention n° 1 et n° 2, sans autres instructions du chef de la Division de gestion des bâtiments, entreprennent aussitôt la fouille systématique de l'ensemble des locaux du Siège. Les équipes n° 3 et n° 4 rassemblées aux points de regroupements habituels attendent les instructions du chef de la Division de gestion des bâtiments. Les chefs des équipes n° 5 et n° 6 sont alertés et se tiennent prêts à convoquer leurs équipiers respectifs si l'ordre en est donné.
8. Les fouilles sont effectuées à partir du sous-sol, en remontant progressivement vers les étages supérieurs. Tous les lieux publics (salles de conférences, bibliothèques, librairie, vestiaires, toilettes, cabines téléphoniques) doivent être l'objet d'une fouille particulièrement approfondie ainsi que les dépôts de papiers, poubelles, etc.

9. Dès qu'il est alerté par le poste central de garde, le chef de la Division de gestion des bâtiments fait immédiatement appel au laboratoire de la Préfecture de police de la ville de Paris. A leur arrivée, les spécialistes participent aux recherches. Le chef de Division reste responsable de l'orientation, de la conduite et du contrôle des recherches. En cas de nécessité, il ordonne, soit de sa propre initiative, soit à la demande des spécialistes de la Préfecture de police de la ville de Paris, l'évacuation partielle ou totale des locaux situés au voisinage des lieux les plus suspects, dans un rayon de 100 mètres, les étages supérieurs étant toujours évacués en première urgence.
10. Il rend compte au Directeur GES des mesures prises et sollicite si nécessaire son intervention directe.
11. Le chef du Service de garde assiste le chef de la Division de gestion des bâtiments dans sa tâche. Il envoie sur les lieux des recherches les membres du Service de garde disponibles au moment de l'alerte, en maintenant toutefois le contrôle des issues des bâtiments.
12. En cas de découverte d'une bombe ou d'un objet piégé ou suspect, les seules personnes habilitées à intervenir directement sont les spécialistes du Laboratoire de la Préfecture de police, qui utilisent en tant que de besoin les appareils mobiles de détection ou d'évacuation nécessaires.
13. L'ordre d'interrompre les recherches, qu'il y ait ou non découverte d'une bombe ou d'un objet suspect, sera donné par le chef de la Division de gestion des bâtiments, après consultation des spécialistes de la Préfecture de police.

Alerte en dehors des heures normales de travail

14. En dehors des heures normales de travail, c'est-à-dire les samedis, dimanches et jours fériés, et pendant la nuit, les mesures à prendre en cas d'alerte à la bombe incombent normalement en première urgence à l'équipe d'intervention de nuit n° 7.
15. Dès qu'il est informé de l'alerte, le chef de l'équipe d'intervention n° 7 ordonne à son équipe d'entreprendre sans délai la fouille systématique des locaux.
16. Celle-ci est effectuée de la même manière que pendant les heures normales et en appliquant les mêmes principes (cf. par. 5 à 13 ci-dessus).
17. Le chef de l'équipe d'intervention n° 7 fait immédiatement appel au laboratoire de la Préfecture de police dont il accueille les spécialistes à leur arrivée au Siège, les invite à participer aux recherches, et tient compte des avis techniques qu'ils peuvent être amenés à donner.
18. Le chef de l'équipe d'intervention n° 7 avertit les supérieurs hiérarchiques en suivant l'ordre prévu dans les consignes à appliquer en cas d'incidents techniques mettant en danger la sécurité des bâtiments ou des personnes, c'est-à-dire :
 - Le chef du Service de garde
 - Le chef de la Division de gestion des bâtiments et son adjoint
 - Si nécessaire, l'administrateur technique de GES
 - Le directeur du Bureau des services généraux.

19. Le chef de la Division de gestion des bâtiments doit, s'il le juge nécessaire pour étendre ou accélérer les recherches, faire convoquer certains membres des autres équipes d'intervention absents au moment de l'alerte et en mesure de rejoindre le Siège sans délai.

20. L'ordre d'interrompre les recherches, qu'il y ait ou non découverte d'une bombe ou d'un objet suspect, est donné par le chef de la Division de gestion des bâtiments, ou à défaut par le responsable de l'équipe d'intervention n° 7, après consultation des spécialistes de la Préfecture de police.

II - MESURES A PRENDRE EN CAS DE DECOUVERTE D'UN OBJET PIEGE

21. Comme dans le cas d'alerte à la bombe, la découverte d'un objet piégé à l'intérieur des locaux du Siège doit être immédiatement signalée au poste central de garde et l'emplacement doit être indiqué avec toute la précision possible.

Pendant les heures normales de travail

22. Dès que la découverte d'une bombe ou d'un objet piégé à l'intérieur des locaux du Siège lui est signalée, le responsable présent au poste central de garde en avise aussitôt le chef du Service de garde et le chef de la Division de gestion des bâtiments.

23. Il alerte aussitôt les équipes d'intervention n° 1 et n° 2 qui font évacuer sans délai les locaux situés à proximité, et au-dessus de l'engin détecté dans un rayon de 100 mètres.

24. Le chef de la Division de gestion des bâtiments fait immédiatement appel au laboratoire de la Préfecture de police dont il dirige les techniciens dès leur arrivée vers l'objet suspect.

25. Ces derniers sont seuls autorisés à intervenir directement soit pour désamorcer le détonateur de l'engin, soit pour l'évacuer.

26. Les membres des équipes d'intervention de l'Unesco, sous la conduite du chef de la Division de gestion des bâtiments assisté du chef du Service de garde, doivent se borner à participer à la mise en application des mesures d'évacuation recommandées par les spécialistes de la Préfecture, et à interdire l'accès de la zone dangereuse.

27. Le chef de la Division de gestion des bâtiments rend compte des mesures prises et de leur résultat au directeur du Bureau des services généraux qui intervient immédiatement si les circonstances l'exigent.

En dehors des heures normales de travail

28. Dès qu'il est informé de la découverte d'un objet suspect à l'intérieur des locaux du Siège, le chef de l'équipe d'intervention de nuit (n° 7), qui est en même temps le chef de l'équipe de nuit du Service de garde, ordonne à son équipe de s'assurer qu'aucun local n'est occupé dans un rayon de 100 mètres autour de l'engin, et d'interdire l'accès de cette zone.

29. Il fait immédiatement appel au laboratoire de la Préfecture de police de la ville de Paris dont il dirige les techniciens à leur arrivée vers l'objet suspect.

30. Il informe ensuite ses supérieurs hiérarchiques en suivant l'ordre prévu dans les consignes à appliquer en cas d'incidents techniques pouvant mettre en danger la sécurité des bâtiments ou des personnes, c'est-à-dire :
- Le chef du Service de garde
 - Le chef de la Division de gestion des bâtiments et son adjoint et, si nécessaire, l'administrateur technique de GES
 - Le directeur du Bureau des services généraux.
31. A son arrivée sur les lieux, le chef de la Division de gestion des bâtiments peut, s'il le juge nécessaire, alerter par téléphone certains membres des autres équipes d'intervention dont le domicile n'est pas trop éloigné du Siège.
32. Les spécialistes du laboratoire de la Préfecture de police sont seuls habilités à intervenir directement soit pour désamorcer le détonateur, soit pour évacuer l'engin.
33. Les membres des équipes d'intervention de l'Unesco doivent se borner, sous la conduite du chef de la Division de gestion des bâtiments, assisté du chef du Service de garde, à participer à la mise en application des mesures d'évacuation recommandées par les spécialistes de la Préfecture, et à interdire l'accès de la zone dangereuse.
34. Le chef de la Division de gestion des bâtiments rend compte des mesures prises et de leur résultat au directeur des Services généraux qui intervient immédiatement si les circonstances l'exigent.